

## **MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT**

### **Bilan : deux ans de gouvernance économique au Burkina Faso**

Le gouvernement poursuit l'amélioration de l'environnement des affaires afin d'attirer les flux d'investissements privés indispensables au développement du Burkina Faso. Création d'entreprises, codes sectoriels (mines, agriculture, habitat, énergie...), réalisation de PPP stratégiques... aucun domaine n'échappe à cette activité.

Depuis 1991 et l'adoption du premier Programme d'ajustement structurel, le Burkina Faso a affirmé son option pour une économie de marché fondée sur les principes de la libre entreprise. La libéralisation est effective et tous les secteurs d'activité, y compris ceux de l'énergie ou du transport aérien, sont ouverts au privé.

Pour promouvoir l'investissement privé, désormais moteur du développement, et générer une croissance durable, le Burkina Faso n'a cessé d'améliorer son environnement des affaires depuis plusieurs années. L'ensemble du dispositif législatif et réglementaire des investissements a été revu et continue de l'être (mines, agriculture, énergie...), afin de garantir aussi bien les droits des investisseurs que les intérêts de l'Etat.

#### **Un environnement des affaires en constante amélioration**

L'amélioration du classement du Burkina Faso dans le rapport Doing Business ces dernières années est liée à l'adoption de dispositions réglementaires qui ont notamment permis de réduire le nombre de procédures et les coûts de création d'une entreprise. L'ambition actuelle des autorités est d'atteindre la 130<sup>e</sup> place de ce classement de la Banque Mondiale à l'horizon 2020, alors qu'il était classé à la 143<sup>e</sup> en 2016.

#### **Renforcer le secteur privé et les capacités de planification du public**

Le Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 vise à promouvoir une gouvernance économique qui permette de mettre en œuvre une politique budgétaire de rupture, orientée vers les priorités de développement. Il vise à rationaliser les politiques publiques, à instaurer un climat de confiance propice aux investissements et à renforcer les capacités du secteur privé, notamment des PME-PMI, tout comme les capacités de planification, de gestion et de financement du développement. Cela implique de lutter davantage contre la corruption et la fraude, ainsi que de promouvoir une plus grande transparence dans la gestion des finances publiques.

#### **Principaux objectifs du PNDES en termes de gouvernance économique**

- Pour améliorer la cohérence des politiques publiques, la proportion des référentiels de planification validés par la Commission nationale de planification du développement (CNPD) et celle des départements ministériels appliquant le budget programme devront être de 100% dès 2018. Le taux de pression fiscale devra quant à lui passer de 14,2% en 2015 à 20,1% en 2020.
- Une loi sur le pilotage et la gestion du développement devra être adoptée avant 2019. Elle instituera quatorze secteurs de planification et définira une typologie des politiques

publiques ayant pour fondements des référentiels à long terme (30 ans), assortie d'orientations stratégiques à moyen terme.

- L'objectif en ce qui concerne les dossiers judiciaires sur la fraude et le blanchiment classés sans suite vise à faire en sorte que leur proportion soit nul à l'horizon 2020.
- En terme de coopération au développement, le gouvernement souhaite accroître le taux de prévisibilité de l'aide pour la porter à 80% en 2020, et atteindre un taux d'absorption des ressources de 100% dès 2018, contre 59% en 2015, en rationalisant les unités de gestion des projets et programmes.
- Le PNDES vise à accroître le potentiel du secteur informel en l'accompagnant vers une plus grande formalisation et ainsi réduire sa part dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire à 15%, contre 20,7% en 2015.

### **Principales réalisations en termes de gouvernance économique depuis 2016**

- élaboration et adoption du PNDES
  - élaboration de la politique nationale de promotion des pôles de croissance
  - élaboration de la loi de finances, format du budget-programme pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2017
  - disponibilité d'un guide d'évaluation et de valorisation du patrimoine non financier de l'Etat
  - début du processus d'évaluation PEFA (méthode d'évaluation de la gestion publique des finances)
  - adoption de la loi portant allègement des procédures de passation des marchés publics en 2017
  - adoption de loi portant allègement des procédures de contractualisation des PPP en 2017
  - opérationnalisation de la facture normalisée
  - opérationnalisation de SYLVIE, Système de liaison virtuelle pour les opérations d'importation et d'exportation
  - création de 5 nouvelles unités de vérification dont celle de la Présidence du Faso
  - adoption des projets de textes portant création de la Caisse de dépôts et de Consignation.
- la prochaine étape, avant l'opérationnalisation de la CDC-BF, consiste dans la réalisation de l'étude actuarielle, qui doit intervenir immédiatement après l'obtention du rapport définitif sur le business, financé par l'Agence française de développement
- création en cours d'une banque pour le financement de l'agriculture
- l'assemblée générale constitutive et le premier conseil d'administration de la BADF ont eu lieu en août et septembre dernier, alors que le dossier d'agrément de l'entité a été transmis à la banque Centrale des Etats de l'Afrique
- création en cours de la banque des PME-PMI

### **Des passations de marché accélérées pour certains PPP**

La loi portant allègement des procédures de contractualisation des PPP, votée en juillet 2017, permet d'alléger les procédures de contractualisation du programme Partenariat public-privé

(PPP). Elle vise à accélérer la mise en œuvre du volet infrastructures du PNDES, afin de rattraper le déficit du pays dans ce secteur. Le gouvernement peut désormais signer des contrats avec le secteur privé de gré à gré ou par entente directe. Le dispositif de contrôle à posteriori sera renforcé afin d'enrayer tout risque de malversations. La loi concerne une quarantaine de projets dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'énergie, de l'agroalimentaire ou encore des infrastructures routières. Le régime juridique du PPP, mis en œuvre entre 2011 et 2013, continue d'être appliqué aux projets qui ne sont pas concernés par la nouvelle loi.

### **Plusieurs codes sectoriels créés ou révisés pour plus d'efficacité**

Un Code des investissements agro-sylvo-pastoral et halieutique a été examiné en novembre 2017 en conseil des ministres. Une étude récente a montré que le code général de l'investissement permet difficilement d'assurer un développement adéquat du secteur agricole et ce nouveau code devra corriger cette carence, en créant des conditions incitant l'investissement dans la terre et le monde rural. Plusieurs textes ont été révisés ou sont en cours de révision depuis deux ans, notamment dans les mines, l'énergie ou encore l'habitat, afin de faciliter les flux d'investissements vers ces secteurs.